

COTE D'IVOIRE : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2024

Catégorie OCDE (2024) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB/ Ba2/ BB-

Change : franc CFA (XOF)/ Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : 28% horizon 2030

FORCES

- Ressources agricoles (cacao, anacarde, ...) et minières (or, lithium, manganèse)
- Economie relativement diversifiée (agriculture, industrie extractive et agroalimentaire, services)
- Discipline budgétaire

FAIBLESSES

- Dépendance des revenus d'exportation aux prix des produits de base
- Hausse rapide de la dette et de son service
- Situation politique fragile

SYNTHÈSE :**Évolution des risques : positive****Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : le dynamisme de l'économie de la Côte d'Ivoire devrait se confirmer en 2024-25 (croissance attendue à +6,5 % par an). La modération de l'inflation devrait favoriser la consommation des ménages. Les investissements publics et privés, encouragés par la mise en œuvre du plan de Développement (PND 2021-25) devraient continuer à soutenir l'activité.
- Vulnérabilité des comptes publics : les dépenses publiques devraient rester élevées en 2024-25 mais compensées par une hausse progressive des recettes, grâce au dynamisme de la croissance et aux mesures fiscales, permettant de ramener le déficit public à -3% (critère de convergence UEMOA*) en 2025. L'amélioration du solde devrait conduire à une baisse du ratio de dette publique autour de 56% du PIB en 2025 (inférieur au seuil UEMOA de 70%). La structure de la dette (majoritairement à long terme libellée surtout en euros), sa gestion active par l'Etat et le recours à la dette concessionnelle (accord FMI début 2023) limitent le risque de surendettement. Le service de la dette restera élevé en 2024 (plus de 30% des revenus) mais devrait progressivement baisser.
- Vulnérabilité extérieure : les exportations ivoiriennes devraient bénéficier du niveau élevé du cours du cacao (plus de 35% des exportations) et d'une hausse des volumes en 2025. La modération du coût des importations (biens alimentaires, énergie) devrait permettre de ramener le déficit courant à moins de -1,5% en 2025, sous réserve de l'absence de choc extérieur majeur. La dette extérieure reste modérée (moins de 45% du PIB). Une gestion active, favorisée par une relative amélioration des conditions de marché en 2024 et le recours à la dette concessionnelle, permet d'atténuer le risque de surendettement.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le système bancaire compte une trentaine d'établissements. Il semble globalement sain, avec une capitalisation satisfaisante, malgré la faiblesse de certaines banques publiques qui ne présentent toutefois pas de risque systémique.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : la situation socio-politique s'est apaisée depuis fin 2020 mais un regain de tensions n'est pas exclu avec la perspective du nouveau scrutin présidentiel de fin 2025. Les risques sécuritaires s'accroissent au nord du pays en raison de l'intensification du risque terroriste dans les pays voisins (Burkina Faso et Mali).
- Climat des affaires : le gouvernement favorise le secteur privé mais la Côte d'Ivoire est globalement moins bien classée que ses voisins en termes de gouvernance selon les indicateurs de la Banque Mondiale. Le pays a été ajouté à liste grise du GAFI en 2024 en raison de l'insuffisance des mesures de lutte contre le blanchiment et le terrorisme.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : très exposé au changement climatique, mais faible émetteur de CO₂ (129^{ème} sur 160 pour les émissions/hab.), le pays est engagé dans des programmes en faveur de développement des énergies renouvelables et d'une agriculture durable. Le gouvernement compte en outre sur la vente de crédits carbone pour reboiser.

* Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Pays-Bas	9,9%	Chine	15,3%
Suisse	7,0%	Nigeria	12,3%
Mali	6,7%	France	8,7%
Etats-Unis	6,1%	Inde	5,2%
France (7 ^{ème})	4,9%	Etats-Unis	4,5%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés Part moyenne des échanges de marchandises 2019- 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Cacao	36,1%	Pétrole	22,1%
Pétrole	14,6%	Machines, app. mécaniques	9,0%
Or	11,1%	Céréales	6,7%
Caoutchouc	9,6%	Véhicules automobiles	6,6%
Fruits	8,3%	Eqpts électriques	5,3%

Source: International Trade Center, CNUCED

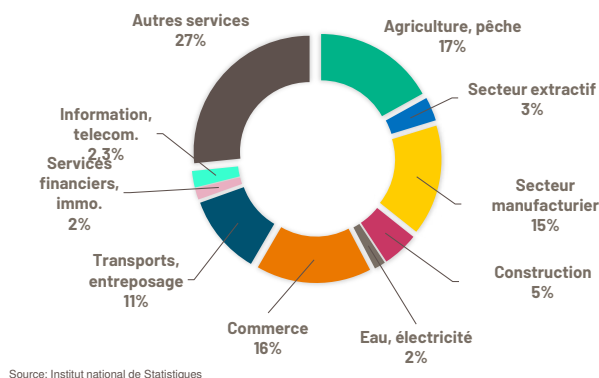


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

COTE D IVOIRE	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	60,4	63,1	72,8	70,3	78,9	87,0	95,5
Rang PIB mondial	84	77	74	84	80	77	75
Population (Mns)	27,8	28,6	29,4	30,2	31,1	32,0	32,9
Rang Population mondiale	52	51	51	50	50	49	49
PIB / habitant (USD)	2 174	2 209	2 478	2 326	2 537	2 720	2 902
Croissance PIB (%)	6,7	0,7	7,1	6,2	6,2	6,5	6,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,8	3,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,9	8,8	9,6	10,0	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	37,2	46,3	50,2	56,6	58,1	59,3	55,9
Solde public (% PIB)	-2,2	-5,4	-4,9	-6,8	-5,2	-4,0	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,0	12,7	12,2	14,4	14,5	14,3	14,8
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-2,2%	-3,1%	-3,9%	-7,7%	-8,0%	-5,4%	-1,3%
IDE (% du PIB)**	1,4%	1,1%	1,5%	2,0%	1,7%	3,8%	3,8%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	5,6	5,4	4,9	4,3	3,2	3,3	3,5
Dette extérieure totale (% PIB)	32,8%	40,1%	41,1%	45,5%	43,5%	42,7%	42,4%
Dette extérieure CT (% PIB)	0,2%	1,5%	1,7%	3,0%	2,4%	NA	NA
Taux de change	586,3	575,6	554,5	622,4	606,6	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	10,5	11,6	12,6	13,1	13,2	NA	NA
Taux de NPL	8,4	8,8	8,9	7,8	7,3	NA	NA
ROE	19	16,9	20,7	19,9	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	150	150	145	137	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	110	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (160 pays) ^a	132	131	129	129	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	134	133	132	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI (REO 10/2024, rapport pays 07/2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

Côte d'Ivoire : part des secteurs dans l'activité
(% PIB, 2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une stratégie industrielle pour faire évoluer une économie encore agricole**

L'économie ivoirienne est tirée par la production agricole, en particulier l'anacarde et surtout le cacao (40% de la production mondiale). L'Etat soutient le secteur, garantissant un prix aux producteurs (1 500 FCFA/kg en 2024).

La Côte d'Ivoire produit des d'hydrocarbures depuis plusieurs années mais la découverte, en 2021, des immenses réserves du champ Baleine (pétrole et gaz naturel) a ouvert de nouvelles perspectives pour le pays. L'exploitation de ce champ a été lancée fin 2023 avec un objectif de production de 150 000 bl/j. (et gaz associé) d'ici 2027, qui pourrait être revu à la hausse avec la découverte de nouvelles réserves en 2024¹.

Par ailleurs, le pays dispose de ressources minières. La production d'or a dépassé 50t en 2023 (38,5 t en 2020) et devrait continuer à augmenter avec l'ouverture de nouvelles mines (Abujar, Séguéla, Lafigué, Koné) entre 2023 et 2027. Trois nouveaux permis de recherche ont été attribués en octobre 2024 pour ce secteur et un pour le lithium, un minéral entrant dans la composition de certaines batteries et pour lequel des projets d'exploitation sont à l'étude². La Côte d'Ivoire figure aussi parmi les 10 premiers producteurs mondiaux de manganèse (également utilisé dans la fabrication de batteries). Le gouvernement vise de porter la part du secteur minier de 3 % du PIB à 6 % en 2025.

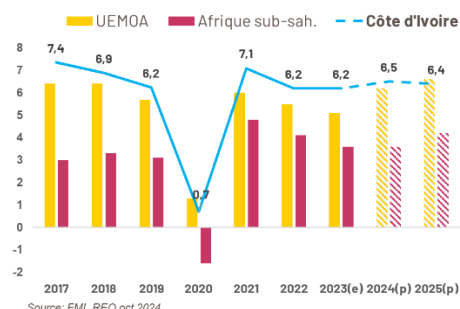
Le secteur manufacturier ivoirien est dynamique, tiré particulièrement par la transformation agro-alimentaire (anacarde, coton, cacao, hévéa, ...), le raffinage et la production électrique (le pays exporte 10% de sa production). Le Plan National de Développement (PND 2021-25) prévoit d'augmenter la transformation locale de noix de cajou et de cacao, avec l'objectif de devenir le 1^{er} broyeur de cacao mondial (devant les Pays-Bas) et de transformer localement 100 % de sa production d'ici 2030. La chimie ou la pharmacie sont également des secteurs cibles.

L'activité des services (plus de 55% du PIB) est dominée par le commerce, les transports et les services publics. Le gouvernement a lancé un programme (« Sublime Côte d'Ivoire ») pour développer le tourisme et porter son poids dans le PIB à 12 % d'ici 2025 (10% en 2019). Enfin, le gouvernement a lancé une stratégie de développement numérique (2021-2025).

- **Croissance dynamique**

La croissance de la Côte d'Ivoire est plus dynamique que celle observée en moyenne en Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et en Afrique sub-saharienne, notamment

soutenue depuis plusieurs années par les projets des plans de développement à moyen terme.



Au S1 2024, l'activité a progressé de +6.4% en g.a., soit la croissance la plus forte au sein de l'UEMOA, tirée notamment par le secteur extractif (pétrole) et le commerce. Le dynamisme de l'économie devrait se confirmer au S2 grâce à la baisse de l'inflation (2,8% en septembre contre 4,5% en août et 4,4 % en moyenne en 2023) et de la poursuite des projets d'infrastructure (centrale biomasse d'Ayebo, barrage de Daboitie, metro d'Abidjan).

En 2025, le rebond attendu de la production de cacao, en lien avec de meilleures conditions climatiques, soutiendrait la croissance, de même que la poursuite de la modération des prix qui devrait permettre une baisse des taux d'intérêt et porterait la demande interne. Le taux de croissance devrait ainsi être, comme en 2024, proche de +6,5% selon le FMI.

Des incertitudes continuent toutefois à entourer ces prévisions : évolution des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, situation économique en UE (principal partenaire du pays), rythme d'assouplissement des politiques monétaires,... Les élections de fin 2025 représentent un facteur d'incertitude supplémentaire.

Sous réserve de l'absence de choc majeur, externe ou national, les perspectives à moyen terme demeurent favorables, avec des prévisions de croissance moyenne de +6,6 %/an sur la période 2025–2029 selon le FMI.

- **Assouplissement attendu de la politique monétaire**

Depuis décembre 2023, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu inchangés ses taux : à 3,50 % pour le taux de refinancement (auquel la Banque prête aux banques commerciales) et à 5,50 % pour le taux marginal (auquel les banques peuvent emprunter pour couvrir leurs besoins urgents de liquidité). Malgré l'assouplissement entamé par la BCE, la BCEAO estimait que le niveau d'inflation observé dans l'UEMOA au T2 2024 (4%) était trop élevé, supérieur à sa cible de 1%-3%. Elle pourrait entamer un assouplissement fin 2024-début 2025.

¹ [ENI annonce une nouvelle découverte de pétrole et de gaz](#)

² [Projet Atex de la société Firing](#)



- **Un secteur bancaire globalement sain**

Le système bancaire compte une trentaine d'établissements. Les mesures prises par la BCEAO pour aider les banques de l'UEOMA ont favorisé la résilience du secteur face à la dégradation des conditions de financement depuis la crise Covid.

Le niveau de capitalisation est globalement satisfaisant (ratio fonds propres / actifs pondérés supérieur à 13,2% en 2023) supérieur au minimum requis par la BCEAO (11,5%). Deux banques, représentant 1,1% du total bilan du secteur et 1,2% des encours de crédits ne respectaient pas le ratio minimum à fin 2023³. L'Etat finalise un processus de restructuration de ces établissements.

La qualité des portefeuilles des banques ivoiriennes est meilleure que celle de la moyenne en UEMOA avec un ratio de créances douteuses à 7,3% en 2023 (8,7% en UEMOA).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des efforts de consolidation des finances publiques**

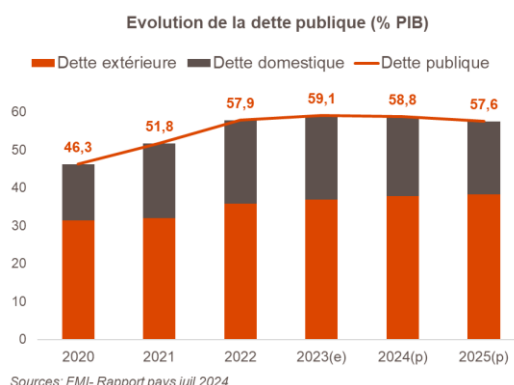
Les conséquences de la crise Covid puis du conflit en Ukraine ont fortement dégradé le solde budgétaire de la Côte d'Ivoire, à près de -7% du PIB en 2022.

Malgré la baisse annoncée des subventions sur les carburants, remplacées par des aides financières ciblées, **les dépenses devraient rester élevées**, avec la poursuite des investissements pour la finalisation du PND 2021-25 (cf. partie 1). La loi de Finances 2024-26 prévoit une progression de près de 10% des dépenses de sécurité/ défense pour lutter contre les menaces terroristes au Nord du pays. Le service de la dette devrait en outre peser sur le budget, surtout en 2024.

Des progrès en matière de mobilisation des recettes devraient favoriser la consolidation des finances publiques. L'Etat a engagé des réformes et développé la digitalisation du système fiscal pour améliorer le ratio recettes fiscales/ PIB qui s'établissait à 13,9% en 2023, pour un seuil fixé à 20% par l'UEMOA. Le dynamisme de la croissance et des hausses de taxes pourraient également contribuer à augmenter les recettes et à **réduire le déficit à -4% du PIB en 2024**. Le rebond attendu de la production de cacao (campagne d'octobre 2024 à septembre 2025) devrait augmenter encore davantage les revenus publics en 2025 alors que la charge de la dette se réduira, permettant une nouvelle amélioration du solde. **La perspective des élections rend cependant ambitieux l'objectif du gouvernement de respecter le critère de convergence UEMOA (-3% du PIB) dès 2025.**

- **Un risque modéré de surendettement public**

Après l'annulation partielle obtenue dans le cadre de l'initiative PPTE⁴ en 2012, **le ratio de dette publique n'a cessé de progresser et pourrait atteindre un pic à 59% du PIB en 2024 (46% en 2020).**



La réduction du déficit budgétaire pourrait permettre de stabiliser, voire de réduire le ratio d'endettement de l'Etat ivoirien à partir de 2025. En tout état de cause, **il est inférieur au critère de convergence UEMOA (70%).**

La dette domestique (40% du total environ) est constituée de titres émis en F CFA sur le marché régional et de prêts syndiqués, à maturités courtes et à taux plus élevés depuis 2022.

Le montant du service de la dette (principal et intérêts) devrait atteindre un pic ponctuel de 32% des revenus publics en 2024 en raison d'une opération de gestion de la dette. En janvier 2024, l'Etat a racheté partiellement des titres obligataires venant à échéance en 2025 et 2032 et remboursé par anticipation différents prêts commerciaux grâce aux fonds levés par émission d'un Eurobond. Cette opération permettra de réduire le service de la dette par la suite et de ramener le ratio en dessous du seuil de 18% des revenus recommandé par le FMI dès 2025. **Une gestion prudente des finances publiques et de la dette devrait permettre de maintenir un risque de surendettement modéré** pour la dette publique ivoirienne.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction du déficit courant mais forte dépendance aux produits primaires**

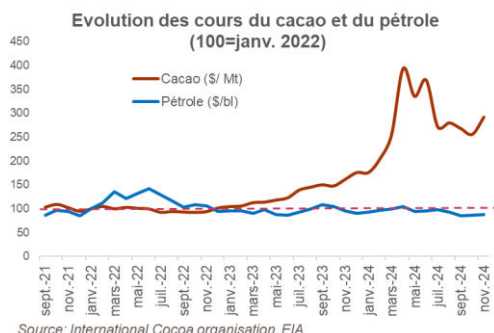
Le cacao (brut et préparations) pèse pour environ 40 % des exportations de biens. Le cours du cacao a très fortement progressé depuis fin 2022 en raison d'une offre réduite des deux principaux producteurs, le Ghana et la Côte d'Ivoire et d'une certaine reprise de la demande. Les cours, soutenus également par la spéculation, ont plus que triplé entre mars 2023 et avril 2024, avant une forte correction en mai 2024. Ils devraient rester élevés en 2024-25 mais le déséquilibre entre l'offre et la demande devrait s'atténuer avec la

³. Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI),

⁴ Programme d'allègement de dette en faveur des Pays Pauvres Très endettés.



hausse attendue des récoltes. **Les volumes de cacao produits par la Côte d'Ivoire devraient progresser en 2025** après une campagne 2023/24 affectée par des conditions climatiques défavorables. La transformation locale devrait cependant limiter les quantités exportées.



Parmi les autres produits agricoles exportés figurent **la noix de cajou** (anacarde) et le **caoutchouc** (dont les prix et les volumes de production sont orientés à la hausse). Par ailleurs, les volumes d'exportation d'hydrocarbures devraient progresser (montée en puissance du champ Baleine). Les recettes du tourisme pourraient également augmenter, avec des visiteurs originaires majoritairement (75%) des autres pays de la CEDEAO et du reste du continent africain (plus de 10%). Les perspectives positives d'exportation ivoiriennes pourraient être atténuées en cas de ralentissement de la demande sur ses marchés d'exportation : UE (environ 30% du total) et CEDEAO (près de 20%).

Le pays importe principalement du pétrole brut et des biens d'équipement dont les besoins restent élevés pour la réalisation des investissements.

Grâce à l'amélioration des termes de l'échange et à la hausse des volumes exportés, **le déficit courant devrait continuer à se réduire pour atteindre -5,4% en 2024 et moins de -1,3 % du PIB en 2025 selon le FMI**. A moyen terme, la progression des exportations et leur diversification (développement de la transformation locale) ainsi que la baisse des importations de pétrole (production nationale), pourraient permettre d'améliorer encore le solde courant.

• Reprise des flux d'investissements

Après un recul en 2020 (-46% à 0,7 Md\$)⁵, pendant la crise sanitaire, **les flux d'IDE ont à nouveau progressé à partir de 2021-22**. Les investisseurs devraient continuer à être attirés par les projets du plan de développement à MT, le dynamisme de la croissance et les mesures prises pour améliorer le climat des affaires. La stabilisation de la situation politique contribue également à l'attractivité du pays. Les incertitudes autour des élections 2025 pourraient rendre les investisseurs

plus prudents en 2025. La France est le 1^{er} investisseur dans le pays (plus de 20% des stocks d'investissements directs étrangers à fin 2021), surtout dans la finance, les hydrocarbures, l'eau-électricité et le BTP.

• Risque de surendettement extérieur modéré

Le ratio de dette extérieure⁶ a nettement progressé à partir de 2018 pour atteindre plus de 45% du PIB en 2022, dont 37% du PIB de dette publique.

La Côte d'Ivoire peut compter sur le soutien des bailleurs de fonds internationaux. Le pays a notamment obtenu une aide de plus de 3 Md\$ auprès du FMI⁷ en 2023. En octobre 2021, le gouvernement ivoirien a signé avec la France un nouveau contrat de désendettement et de développement (C2D), qui permettra au pays de convertir 1,14 Md€ de dette bilatérale en dons⁸.

La dette obligataire représente 30 % de la dette publique extérieure à fin 2023. La Côte d'Ivoire a été le **premier pays d'Afrique à revenir sur les marchés en janvier 2024 en levant 2,6 Md\$⁹**. L'accueil positif des investisseurs témoigne d'un regain d'intérêt pour les titres souverains du pays mais les taux de rendement (7,8% à 5 ans en octobre 2024), bien que parmi les plus bas d'Afrique sub-saharienne, restent nettement supérieurs à ceux d'avant le déclenchement de la crise ukrainienne (5,3% fin 2021).

La dette extérieure publique ivoirienne est libellée à 64% en euro¹⁰, limitant le risque de change compte tenu de l'indexation du FCFA. Elle est à plus de 90% à taux fixe et à long terme (> 1 an).

L'agence Moody's a réhaussé son rating souverain de Ba3 à Ba2 en mars 2024 et S&P de BB- à BB en octobre 2024 positionnant le pays comme le **2^{ème} meilleur crédit** d'Afrique sub-saharienne, derrière le Botswana, devant l'Afrique du Sud.

• Risque de change atténué par l'indexation du Franc CFA à l'euro

Membre de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire appartient à la zone Franc. Fin décembre 2019, **une réforme du Franc CFA** a été annoncée prévoyant notamment un changement d'appellation (ECO¹¹) et la levée de l'obligation de la BCEAO de déposer au moins 50% de ses réserves auprès du Trésor français. En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro n'ont été remises en cause par cette réforme**, dont la mise en œuvre n'est pas encore effective. Une nouvelle réforme pourrait être envisagée par le nouveau Président sénégalais.

Le cours du F CFA s'est légèrement déprécié face au dollar entre janvier et novembre 2024 (de moins de 2%). Les monnaies de certains pays de la région, hors

⁵ Source CNUCED

⁶ La dette libellée dans une autre devise que le F CFA

⁷ Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC)

⁸ Les sommes dues par l'Etat ivoirien à la France servent à financer des projets de développement.

⁹ 2 obligations de maturité respective de 9 ans (1,1 Md\$ à 6,3%) et 13 ans (à 6,85%).

¹⁰ Bulletin dette publique Mars 2023

¹¹ ECO était le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc



UEMOA, ont subi des baisses plus fortes, en particulier le Ghana (près de -27%) et le Nigeria (près de -48%).

Les réserves de la zone UEMOA, centralisées par la BCEAO, atteignent de l'ordre de 3,8 mois d'importation fin 2024 grâce au retour de pays membres sur les marchés internationaux (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin) et des financements des prêteurs officiels (FMI, Banque mondiale notamment). Leur niveau devrait se stabiliser.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Risque d'accentuation des tensions politiques à l'approche des élections de 2025**

Le pays a connu une situation d'instabilité politique après le coup d'Etat de 1999, qui a dégénéré en conflit armé en 2010-2011. De violents affrontements ont éclaté à nouveau fin 2020, dans le contexte du 3^{ème} mandat présidentiel remporté par A. Ouattara, jugé inconstitutionnel par l'opposition. **La situation politique et sociale s'est apaisée par la suite.** Le parti présidentiel a perdu 30 sièges mais conservé sa majorité à l'Assemblée (137/255 sièges) lors des législatives de mars 2021 qui se sont déroulées dans le calme.

Les prochaines élections présidentielles sont prévues en octobre 2025. L'ancien chef de l'Etat L. Gbagbo, opposant historique du Président Ouattara, qui est rentré dans son pays en juin 2021 après son acquittement par la Cour Pénale Internationale, est le candidat du parti PPA-CI. Le président sortant n'a pas fait d'annonce concernant son éventuelle candidature à un 4^{ème} mandat, qui pourrait provoquer de violentes réactions de l'opposition. **La situation politique reste donc fragile et un regain de tensions ne peut être écarté à l'approche du scrutin.**

Le climat sécuritaire reste dégradé au nord du pays, aux frontières avec le Burkina Faso et le Mali. **Les risques d'intensification des attaques terroristes et d'extension aux pays voisins** ont augmenté avec le départ des forces de maintien de la paix.

- **Des lacunes en matière de gouvernance et de climat des affaires restent à combler**

La Côte d'Ivoire est **globalement moins bien classée que le Sénégal ou le Ghana, mais mieux que le Bénin** en matière de gouvernance (indicateurs Banque Mondiale). **Les performances du pays se sont toutefois améliorées** (qualité de la réglementation, efficacité du gouvernement, lutte contre la corruption), les progrès dans ce domaine figurant parmi les priorités du PND 2021-25. **Le classement de la Côte d'Ivoire dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International s'améliore** (87^{me} sur 180 pays en 2023 contre 106^{ème} en 2019). Mais le pays a été **inscrit sur la liste grise du GAFI en 2024** en raison de

lacunes dans sa lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

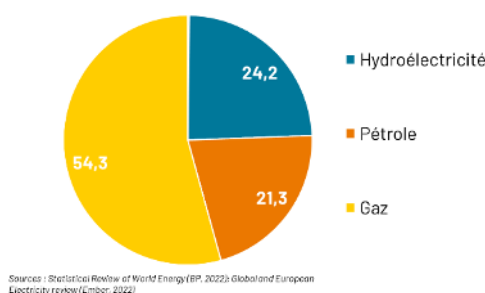
Le gouvernement a lancé **plusieurs programmes en faveur du secteur privé** : PEPITE (Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises) en 2022 orienté vers les TPE, PME et ETI dans certains secteurs (agriculture, agro-industrie, transport, santé...), « Start-up Boost Capital » en 2023 ou la Facilité d'investissement à long terme (FILT) pour les entreprises technologiques et innovantes.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Côte d'Ivoire est très exposée au changement climatique en raison du poids élevé du secteur agricole dans son économie. Par ailleurs, le pays dispose d'un littoral de près de 570 km dont les 2/3 seraient affecté par les phénomènes d'érosion.

Faible émetteur de CO₂, le pays s'est pourtant engagé à réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 (par rapport à 2012) et notamment à porter à 45% la part d'énergie renouvelable dans le mix électrique.

Côte d'Ivoire : production d'électricité par sources, en % (2020=9,54 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022) ; Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le gouvernement a lancé le Projet d'accès à l'électricité, aux réseaux intelligents et à l'énergie solaire (PARIS) avec l'objectif d'un accès à l'électricité pour 100% de la population en 2025 (90% actuellement). La construction d'une centrale électrique à biomasse a été lancée en octobre 2022 (ouverture prévue en 2025). En octobre 2024, le ministère de Finances a annoncé des exemptions de taxes pour les équipements destinés aux énergies renouvelables.

L'Etat ivoirien a par ailleurs pris des mesures en faveur d'une agriculture durable, en particulier dans le secteur du cacao (projet PROMIRE visant à limiter la déforestation). Il compte en outre sur la vente de crédits carbone pour reboiser¹².

En 2024, la Côte d'Ivoire a obtenu un financement FMI de 1,3 Md\$ au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). L'objectif est d'apporter un soutien à l'Etat ivoirien pour renforcer l'adaptation au changement climatique, et l'atténuation de ses effets, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du transport, des infrastructures, et de la gestion des finances publiques.

¹² [La Côte d'Ivoire se lance dans les crédits carbone pour financer sa reforestation \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.